



**Mondialisation
Nouveau modèle productif
Emploi industriel &
« Politiques industrielles »**

Quatre parties

- 1. Les déterminants endogènes et exogènes de la « désindustrialisation »**
- 2. Les questions laissées sans réponse par les « politiques industrielles » (sur la base des Etats généraux de 2010)**
- 3. La mutation du système productif ; évolution des modèles économiques des grands groupes**
- 4. Les effets accélérateurs de la crise**

1. Déterminants endogènes et exogènes de la « désindustrialisation »

Désindustrialisation, de quoi parle-t-on ?

Baisse de la VA industrielle créée ?

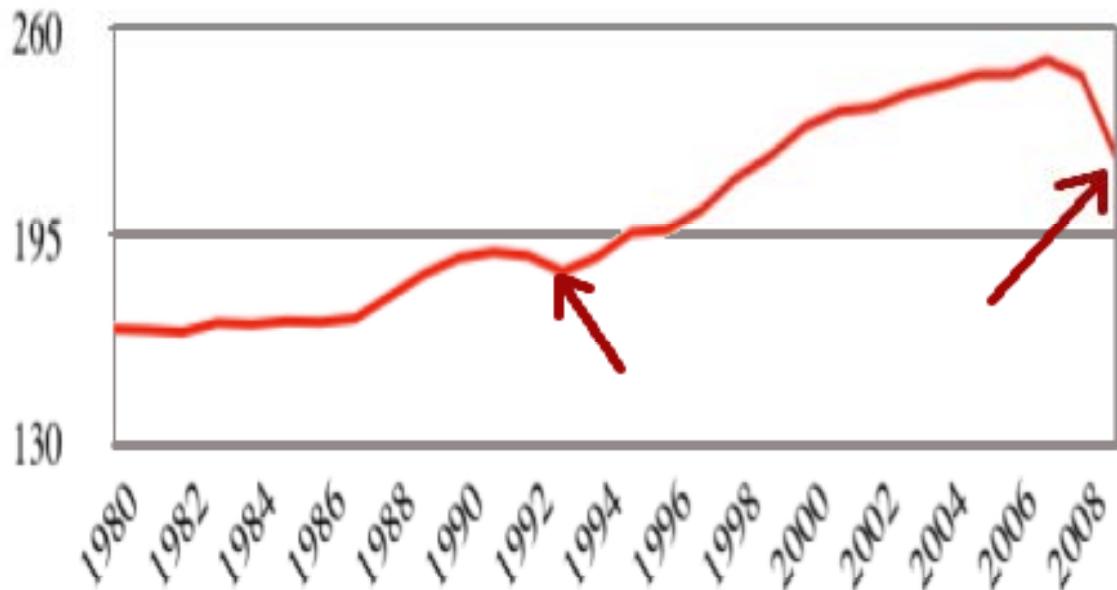
Baisse de la production en volumes ?

Baisse des effectifs industriels directs ?

Baisse des effectifs y compris des services aux industries ?

Diminution du nombre de sites de production ?

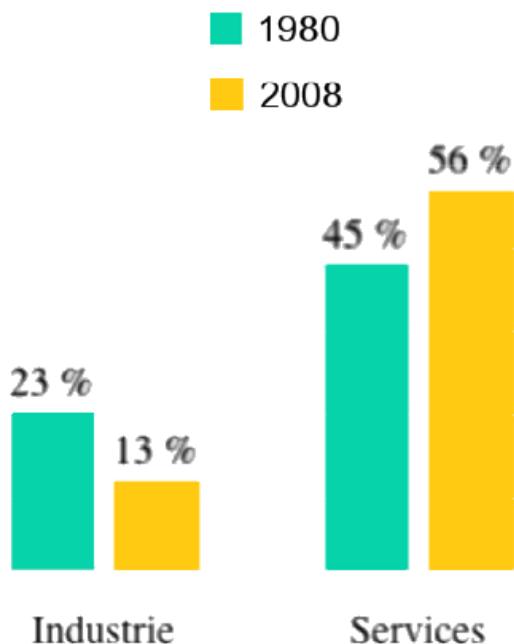
Progression de la VA hors périodes de récession



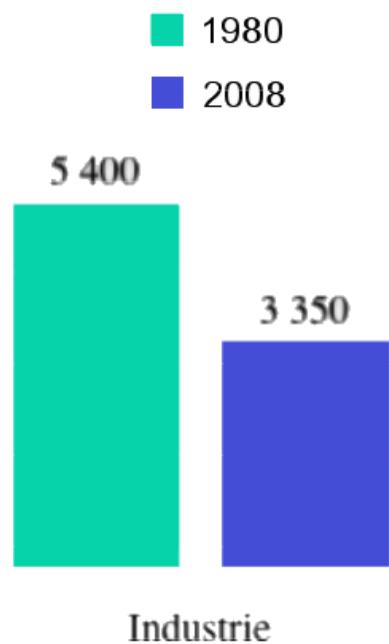
Valeur ajoutée de l'industrie en volume (Md€) - Insee

Mais fort recul relatif

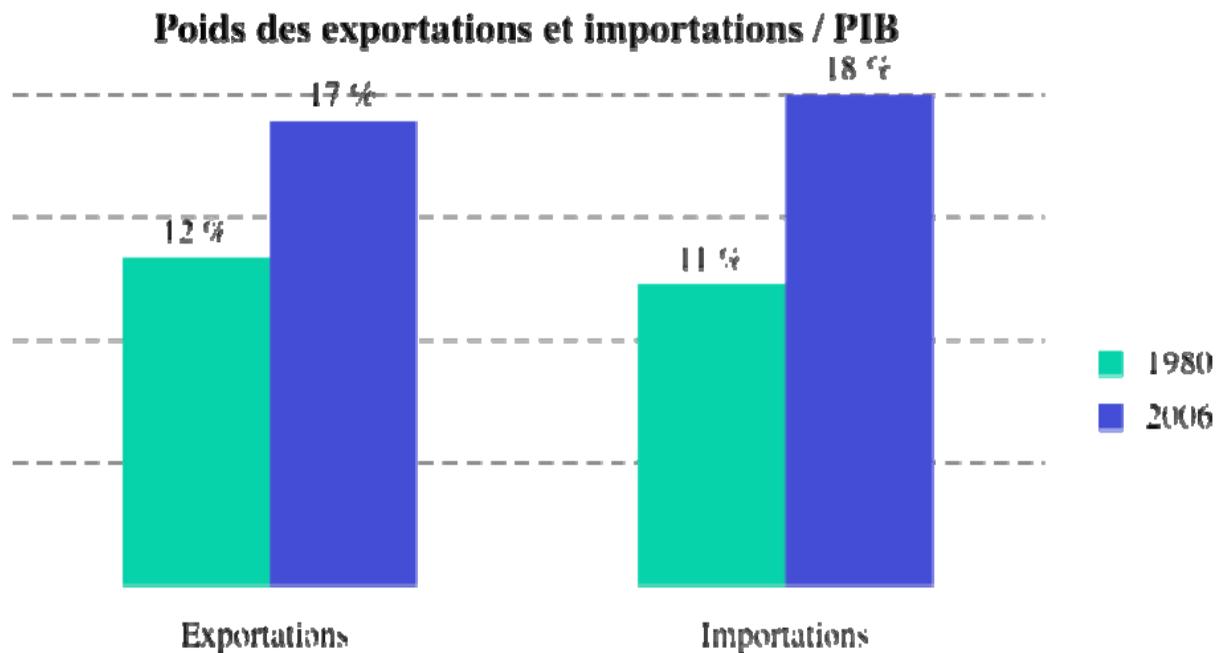
Poids de l'industrie dans la VA France



Emplois industriels en milliers



Un solde des échanges industriels dégradé

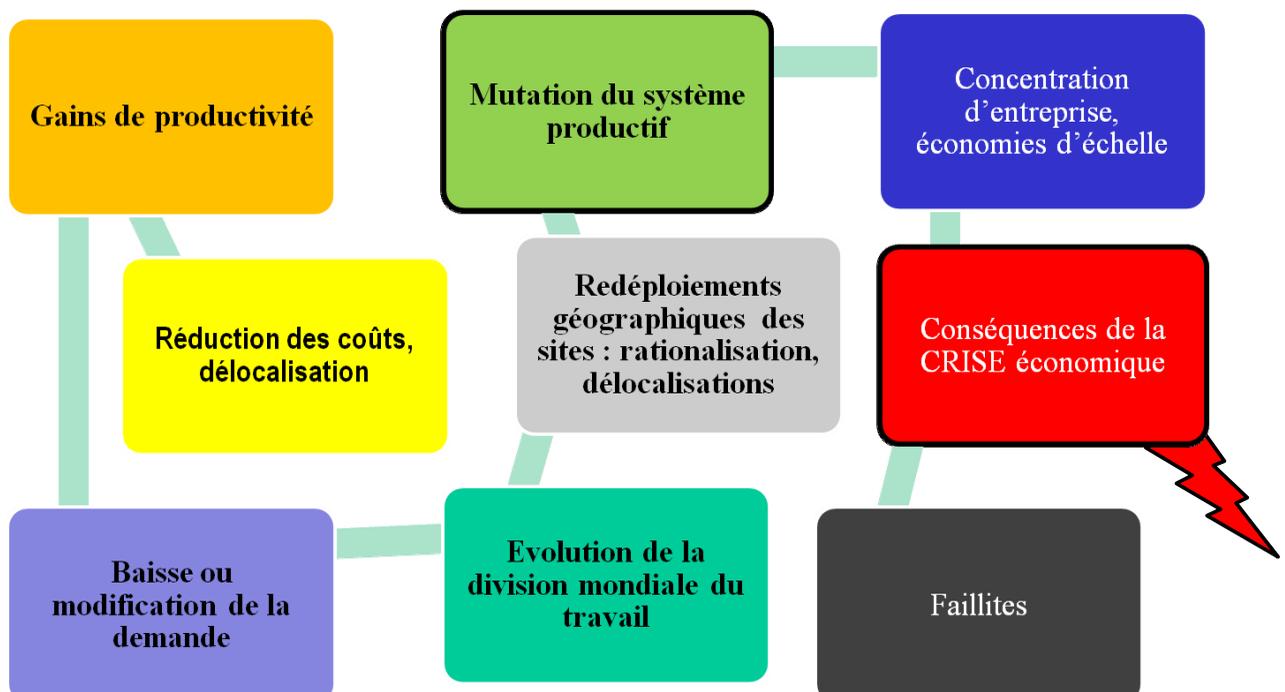


Une concurrence entre pays industrialisés

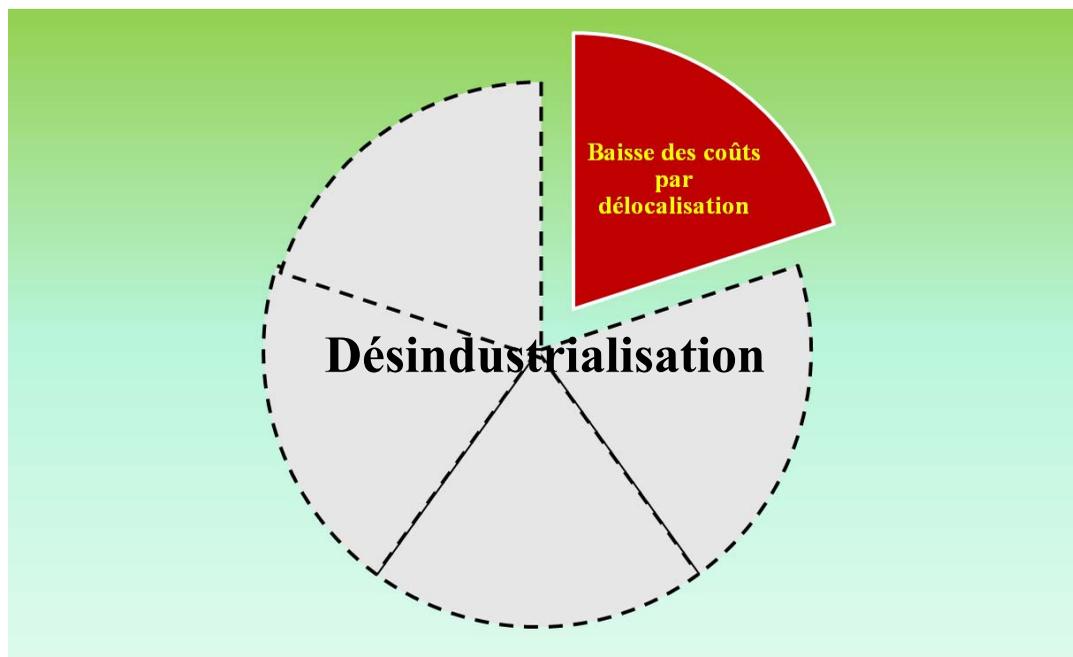
- L'ouverture croissante du secteur industriel à la concurrence étrangère explique une partie des destructions d'emplois
- Mais la part des importations en provenance des pays émergents n'était encore que de 0,7% du PIB en 2006
- Les pertes d'emploi par substitution d'importations sont donc essentiellement dues aux zones Europe et USA.
- Ce qui n'exclut pas que certaines branches soient plus impactées par les pays à « bas coûts » : habillement, éq. électrique, bois...

1.1 De multiples causes

Multiples causes structurelles

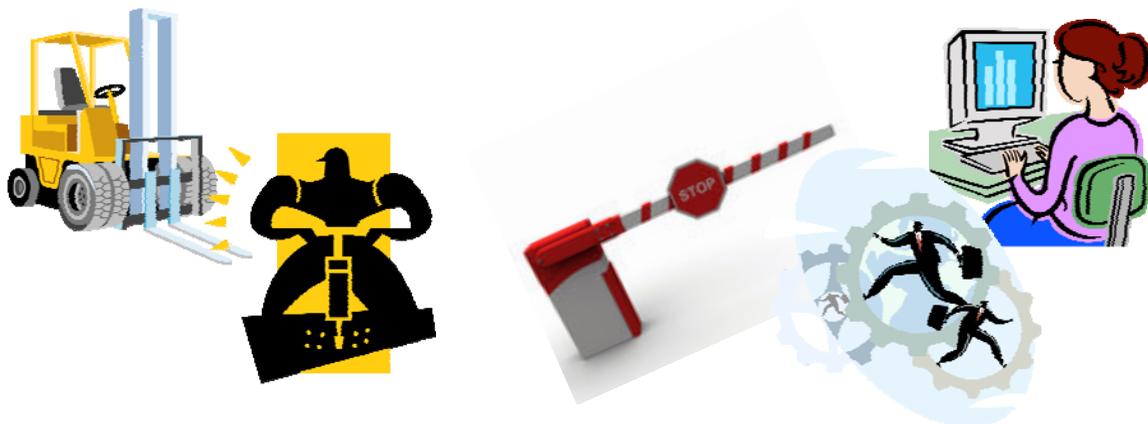


Ne pas réduire le problème à l'une de ses composantes

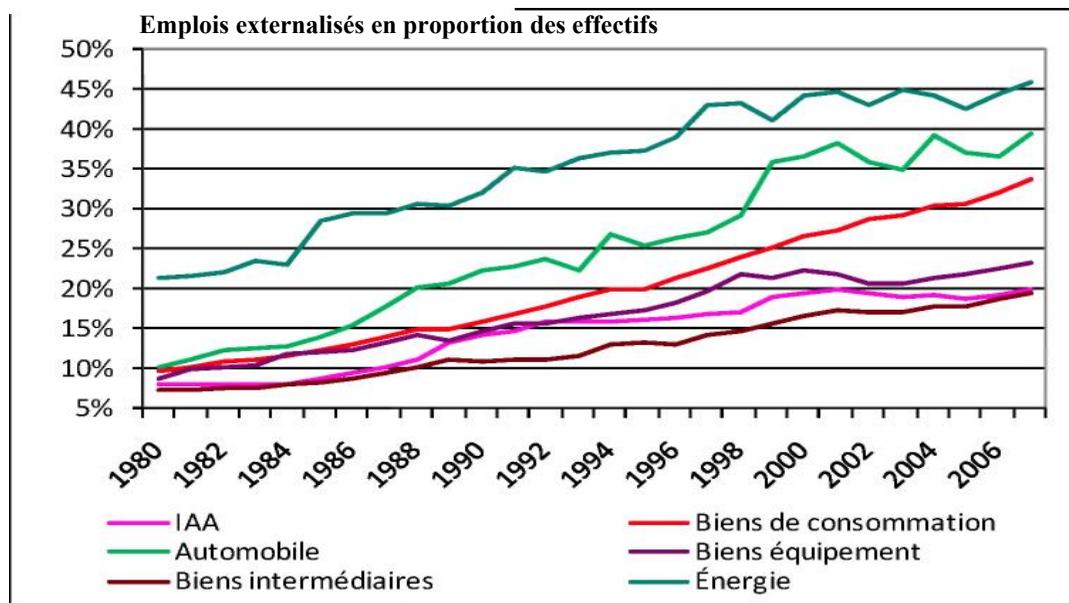


1- L'impact des externalisations... statistiques

- 25% des pertes d'emplois industriels seraient dus à des transferts vers les services (1980-2007)
- Étaient-ils des emplois industriels avant cela ? Ou le sont-ils toujours ?

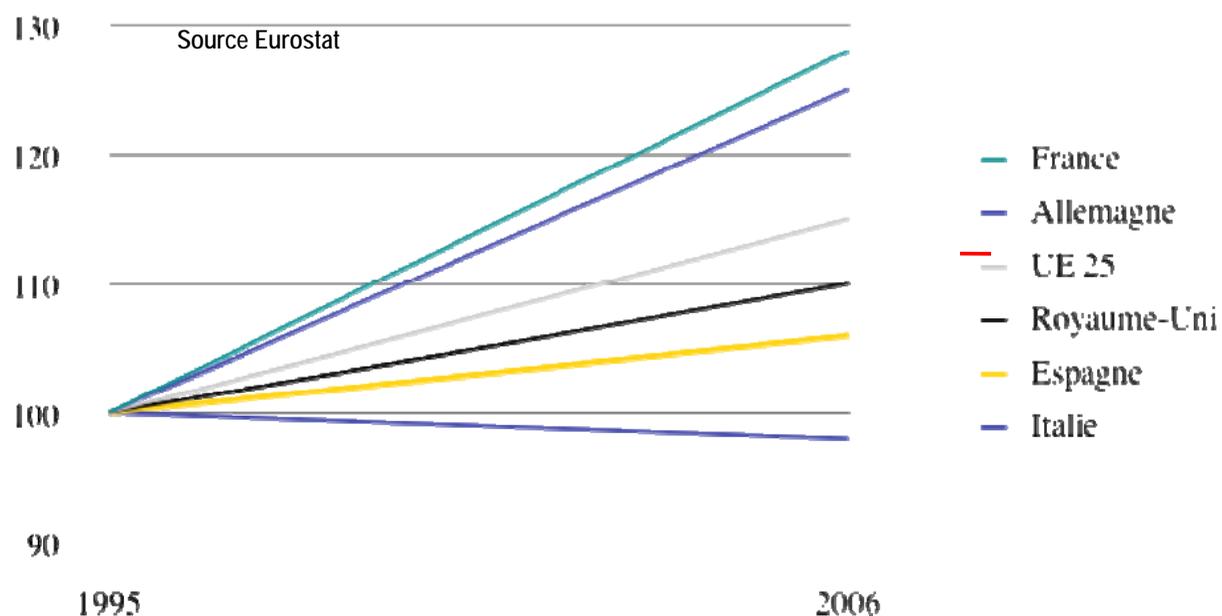


1- Externalisation des « services »

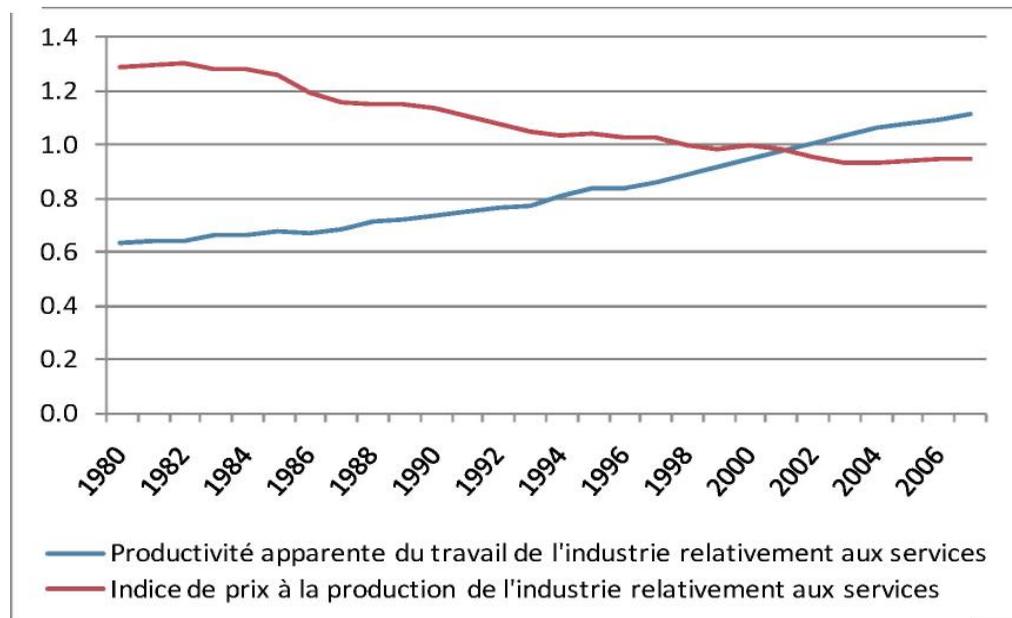


Sources : Insee, calculs DGTPE

2- La France en tête des gains de productivité industrielle



2₁- Gains de productivité industrielle absorbés par l'effet prix des services



INSEE, Calculs DGPTÉ

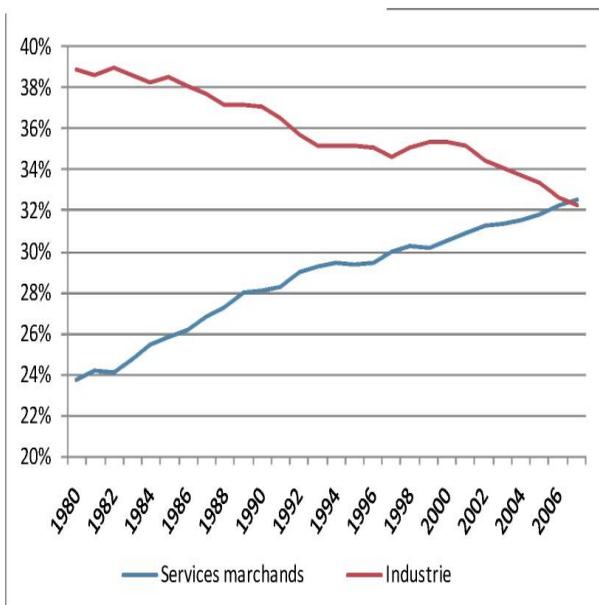
2₂- Progression des revenus absorbés par les services

- 30% des pertes d'emplois observées imputables aux gains de productivité et évolution de la demande (1980/2007)

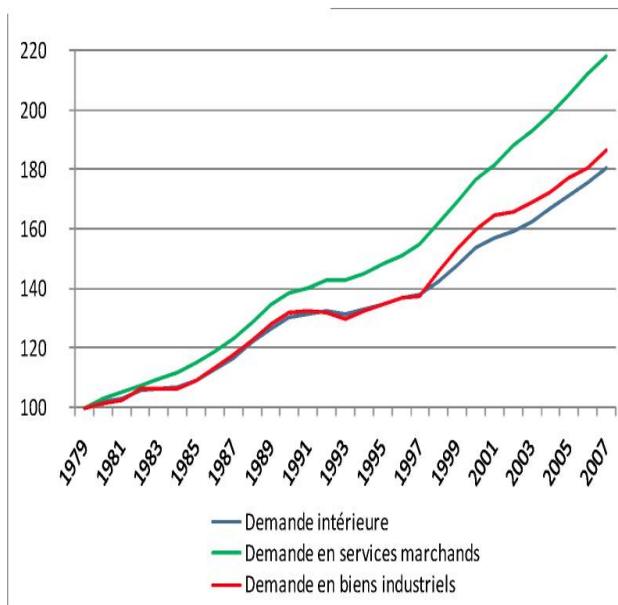


3- Modification de la demande finale

Poids de l'industrie et des services dans la demande intérieure



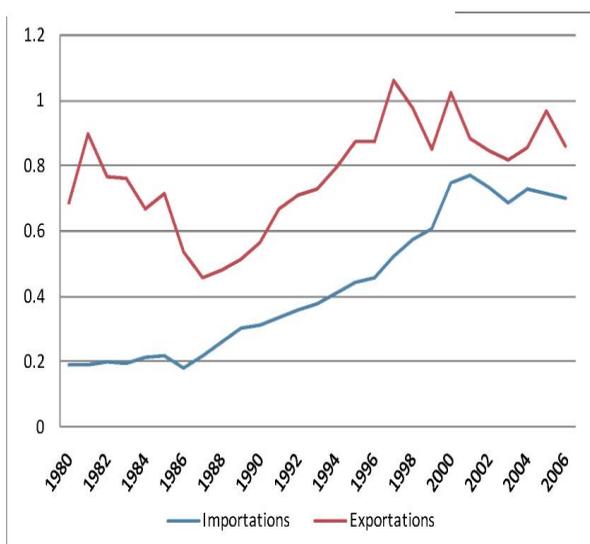
Évolution de la demande intérieure, de la demande intérieure



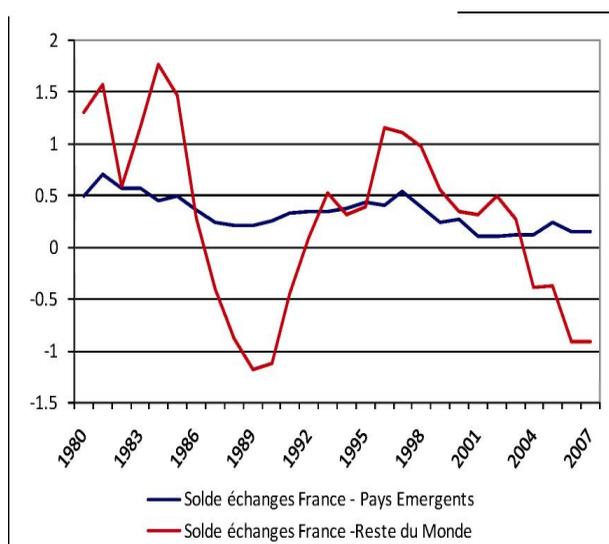
Sources : Insee, calculs DGTPE, volumes chaînés (base 2000)

4- Echanges industriels plus impactés avec les autres pays développés

Poids des échanges manufacturiers avec les pays émergents en % du PIB



Solde des échanges manufacturiers de la France en % du PIB (en valeur)



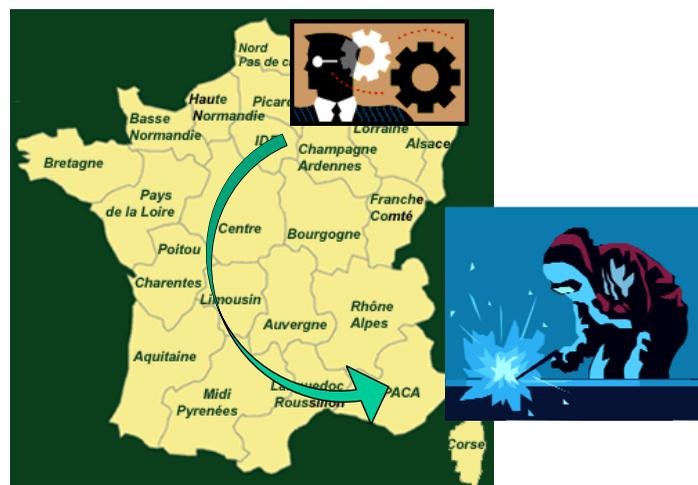
5- Délocalisations (au pluriel)

- **Dé-localisation (« local ») : transfert d'activité au détriment d'un territoire (local, régional, national, continental)**
- **... produisant une baisse de l'emploi dans une entreprise et simultanément une hausse de ses achats/importations de biens qu'elle produisait auparavant.**
- **Mix de production pour un marché local et pour de la réimportation (saturation des capacités et gains de marge)**

51 -La référence territoriale est essentielle

- **Tout redéploiement géographique des actifs soulève des problèmes économiques et sociaux**

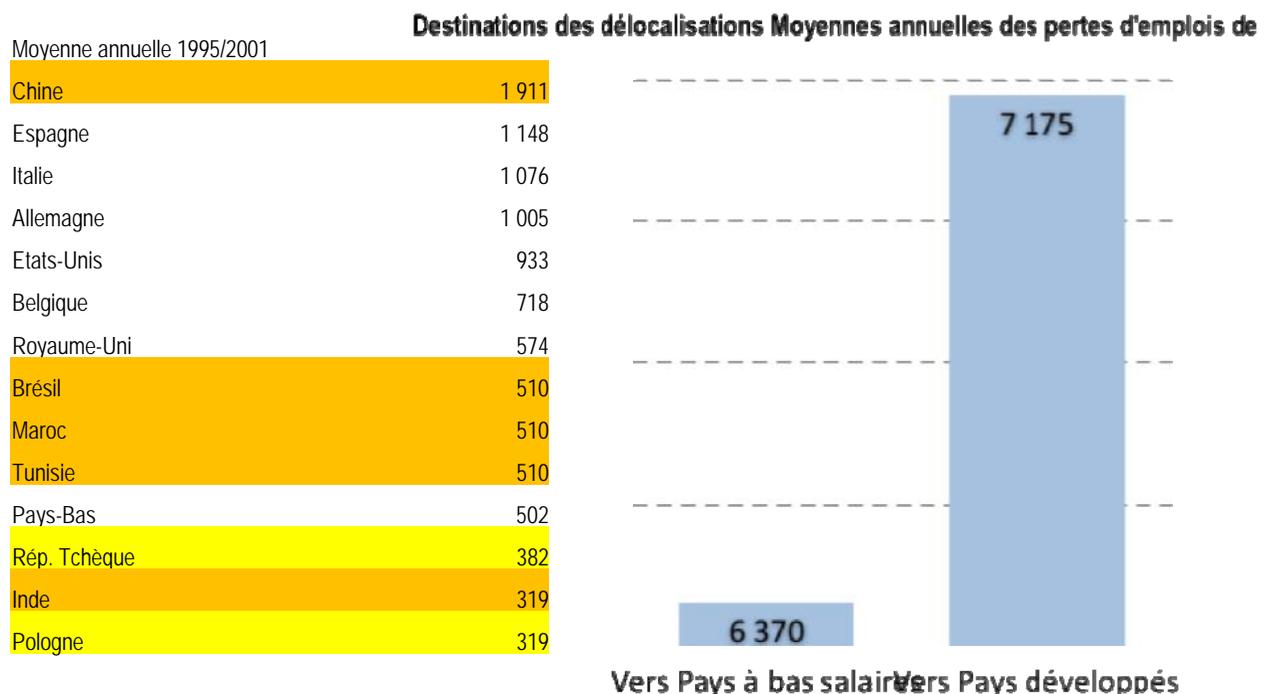
« Désindustrialisation de l'Ile-de-France au profit de Paca » ?



52- Des délocalisations intra européennes

- **La moitié des délocalisations ont lieu dans les pays développés**
- **De 1995 à 2001, derrière la Chine venaient l'Espagne, l'Italie, l'Allemagne et les Etats Unis**
- **Sur les 14 premiers pays cibles, 5 seulement étaient des pays émergents de tiers-monde, 2 de l'Union européenne élargie**
 - **Pharmacie, Parfumerie : Suisse, Etats-Unis, Allemagne, Irlande**
 - **Chimie, Caoutchouc, Plastiques : Inde, Espagne, Pays-Bas**

53- Pas seulement la quête des bas salaires



54- Effet de concurrence étrangère très difficile à calculer

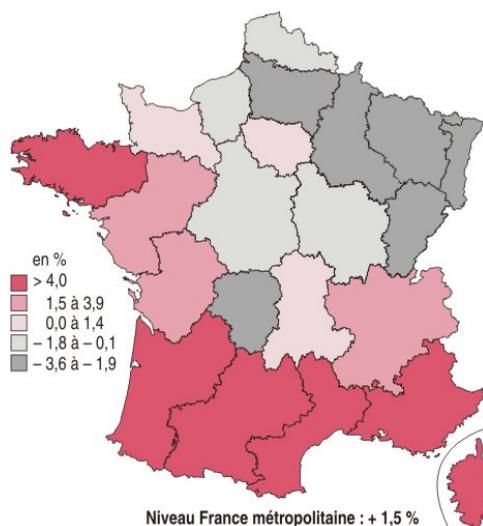
- Car si la France importe... elle exporte aussi
- Il faut donc calculer le « contenu » en emplois des deux sens de l'échange et l'interprétation des évolutions (substitution par importations)
- Selon les études l'effet concurrence (yc. délocalisations) aurait coûté :
 - 13% des emplois industriels perdus entre 1980 et 2000 (28% de ceux perdus entre 2000 et 2007)
 - 45% des emplois industriels perdus entre 1980 et 2000 (63% de ceux perdus entre 2000 et 2007)

Source : Les cahiers de la DGPE, février 2010

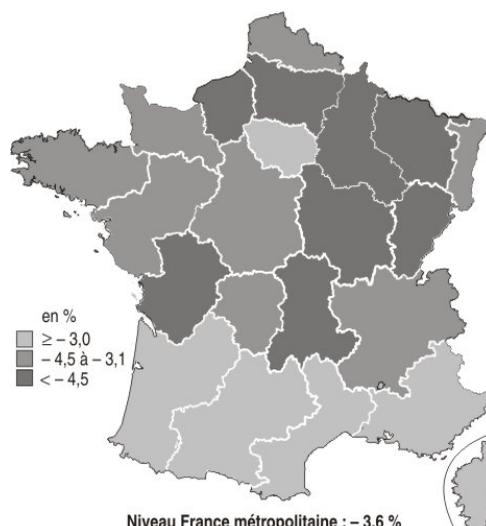
6- Les effets de la crise

Des effets ravageurs sur l'industrie, dans les régions où sa présence est restée important.. Les disparitions d'emplois y ont été bien plus nombreuses qu'ailleurs. Estimées à 3,6 % au plan national, entre le début de l'année 2008 et la fin 2009, ces pertes ont tourné à l'hémorragie dans le grand quart nord-est.

Évolution de l'emploi salarié marchand entre 2002 et 2006

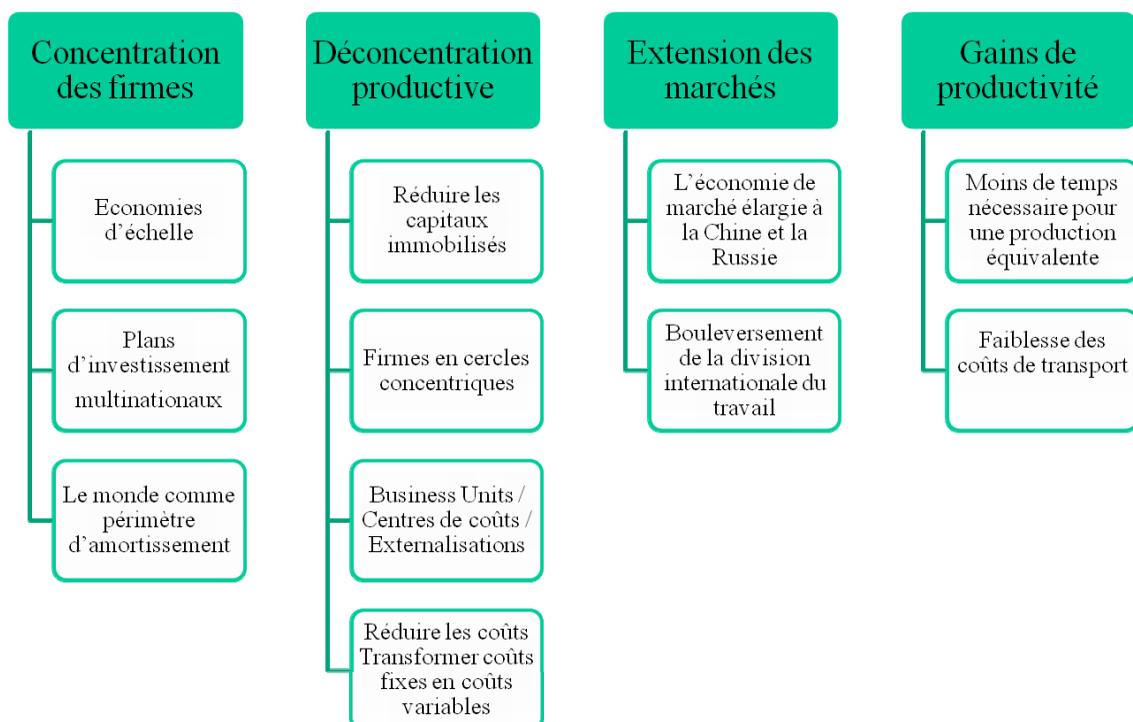


Évolution de l'emploi salarié marchand entre début 2008 et fin 2009

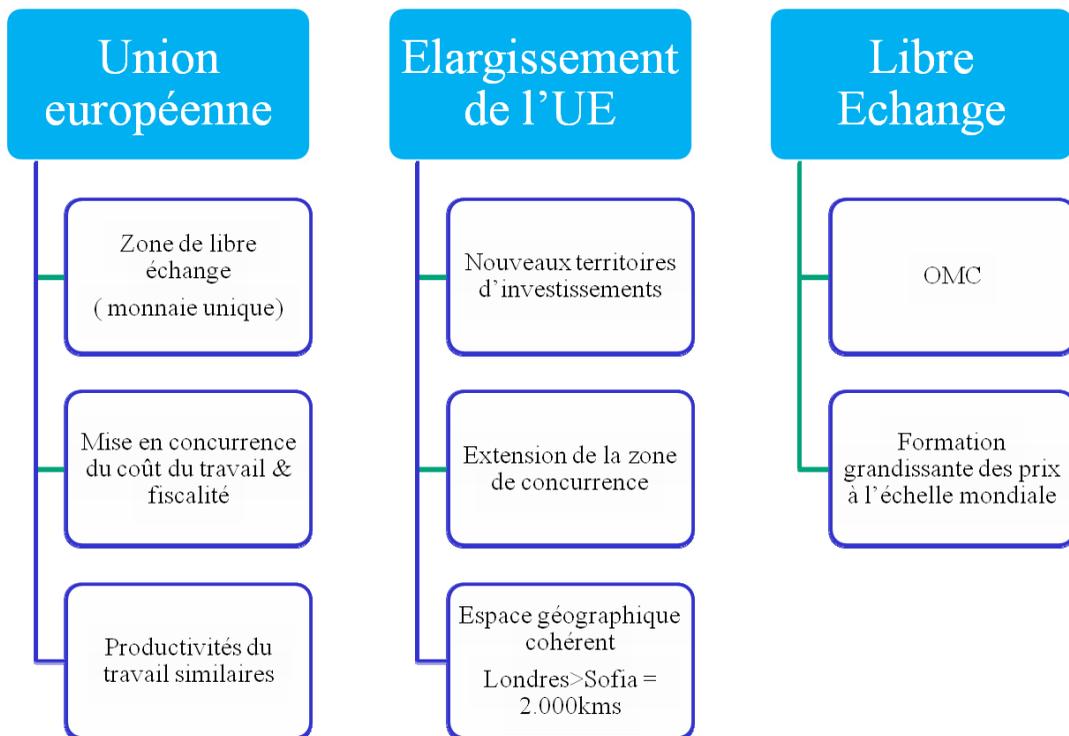


1.2 Mondialisation, concentration, mutation du système productif

Les facteurs organiques au capital



Les actes politiques volontaires



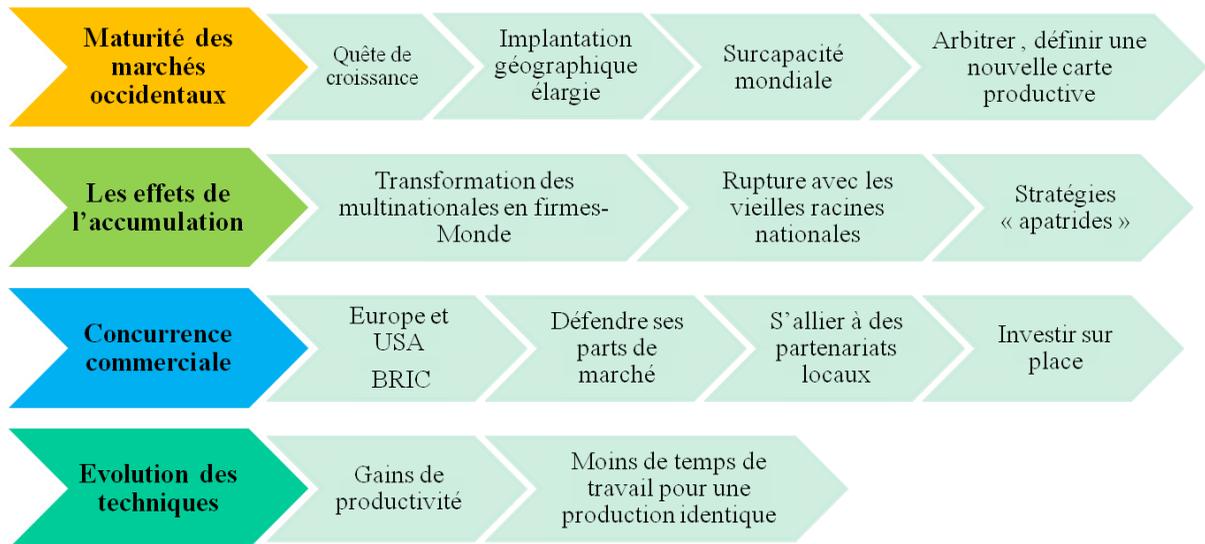
Quelques facteurs supplémentaires

Evolution de la structure de la demande finale (produits industriels versus services)

Demande finale limitée par le pouvoir d'achat, le chômage et la contention des dépenses publiques

Valeur ajoutée industrielle contenant de plus en plus de services donc moins d'emplois ouvriers

Pas vraiment « la faute aux Chinois »



2. Les questions laissées sans réponses par les « politiques industrielles »

A quoi pourrait servir une politique industrielle ?

- **Freiner le chômage et les délocalisations ?**
- **Maintenir une production matérielle et éviter le « tout services » ?**
- **Viser les hautes technologies pour faire face à la compétition internationale ?**
- **Limiter des importations et leurs effets sur l'environnement ?**
- **Conserver les tissus économiques locaux ?**
- **OU TOUT CELA À LA FOIS ?**

Quatre objectifs officiels des Etats généraux de 2010

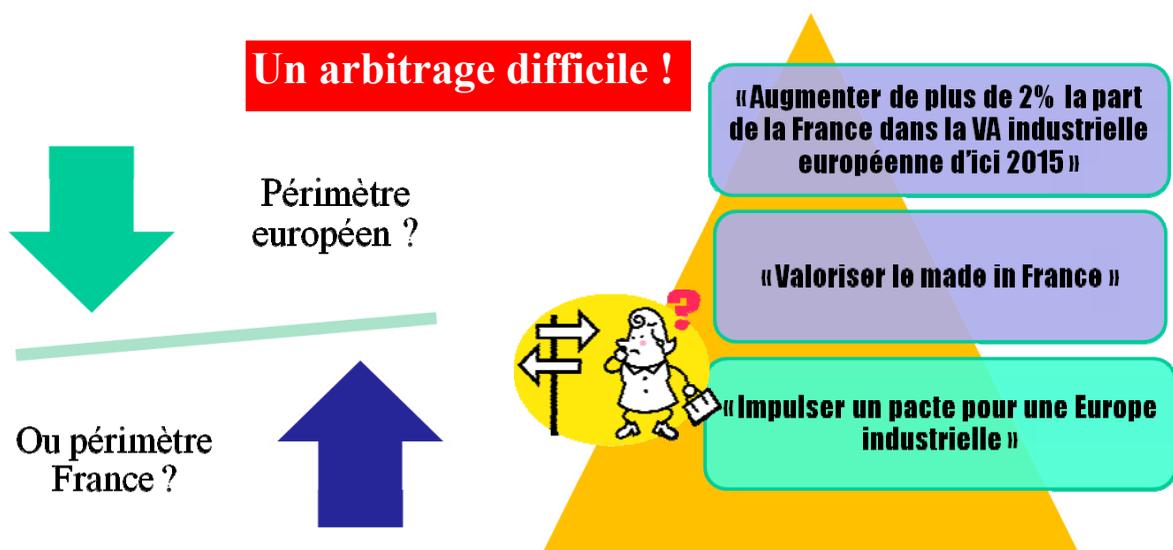
- **1. Une augmentation de l'activité industrielle (production industrielle) de plus de 25% d'ici fin 2015**
- **2. La pérennisation de l'emploi industriel en France sur le long terme**
- **3. Le retour à une balance commerciale industrielle (hors énergie) durablement positive d'ici 2015**
- **4. Un gain de plus de 2% de la part française dans la production industrielle de l'Europe (Europe à 15)**

« Porter l'industrie sur des marchés durablement porteurs de croissance »

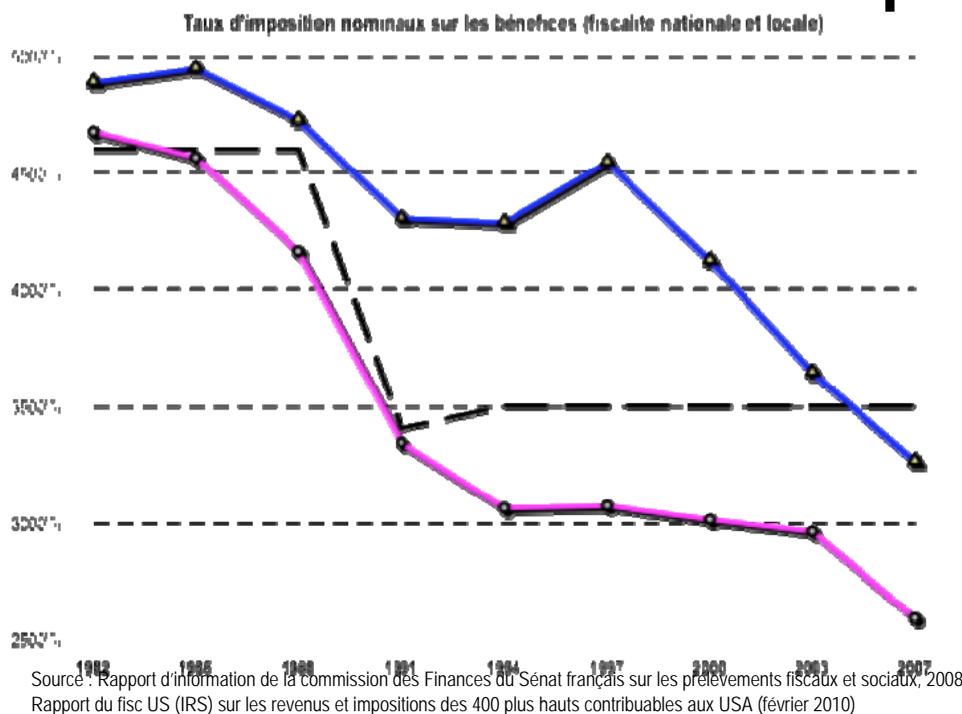
(Etats généraux de l'Industrie, mars 2010)

- Vers les pays en développement ?
- Avantage compétitif par la valeur ajoutée, l'innovation... ou aussi compétitivité des coûts ?
- Suivre l'exemple allemand récent pour rester 1^{er} exportateur mondial : pression à baisse sur les salaires ?
- Prendre le risque d'une réponse tournée vers l'exportation impliquant une pression sur la demande intérieure ?

- Compétition intra européenne... compétition franco-germanique ? ... Ou stratégie européenne intégrée ?
- Compétition par les salaires, la fiscalité, les aides diverses ? ... Ou convergences ?



L'Europe, zone de libre échange et de mise en concurrence des facteurs de production



« Renforcer la gouvernance de la politique industrielle

Créer une « Véritable équipe de France de l'industrie » ! (Etats

général de l'Industrie, mars 2010)

3 questions

Une volonté d'aménagement du territoire qui sache s'opposer au « bon sens » du marché ?

Une capacité d'investissement de la puissance publique ?

Un pouvoir politique, administratif autant que financier ?

« Mieux prendre en compte la dimension mondiale dans les dispositifs de contrôle des concentrations européennes »

(Etats généraux de l'Industrie, mars 2010)

- **Pour qu'émergent des champions européens ou bien des champions... français ?**
- **En occultant la relation de force déjà existante entre les grands groupes et les PME en France et en Europe ?**

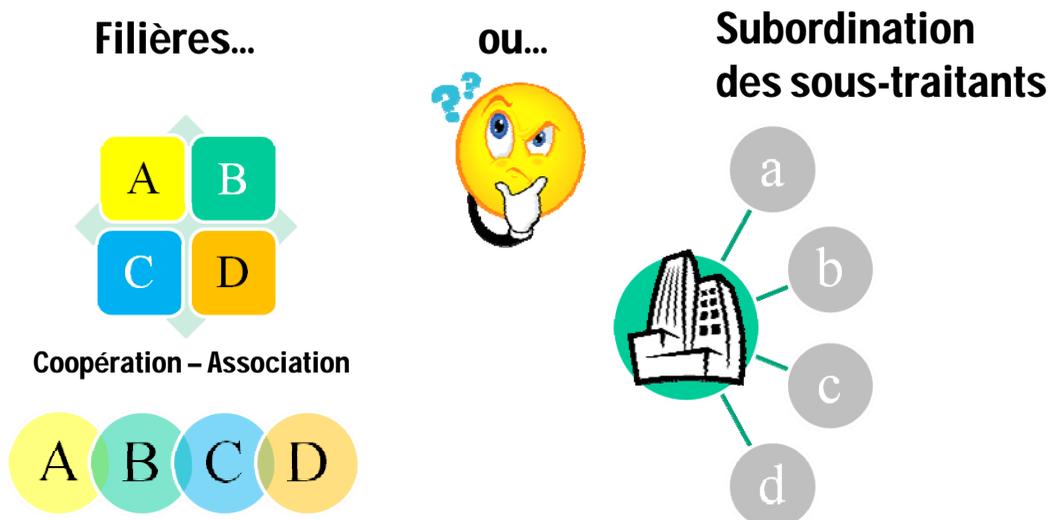
Les PME oui... mais parlons d'abord des grands groupes

- **Les relations de marché sont fondamentalement hiérarchisées**
- **Chaque filière est dominée par quelques groupes (cf. l'architecture même des Pôles de compétitivité)**
- **Impossibilité de déterminer une politique industrielle si l'on contourne le problème des grands groupes mondialisés (impasse majeure des Etats généraux)**

Les branches dominées par des groupes mondialisés – 3 constats

1. Peut-on avoir poussé à la transformation de Renault, d'EDF, d'Areva, de GDF-Suez, de Veolia, de Total, de France-Télécom en puissantes machines mondialisées et les ramener à des préoccupations socio-économiques strictement françaises ?
2. Engagée dans sa « multinationalisation », une entreprise vouée aux seules lois de la compétitivité ne peut que poursuivre sur cette trajectoire, inexorablement
3. Dans une économie dominée par la finance et sur un marché mondial ouvert, les politiques de « champions nationaux » ne peuvent que se transformer en politiques de « champions mondiaux »

La notion incertaine de « filières »



« Un médiateur de la sous-traitance en charge de la mise en place des bonnes pratiques »
(Etats généraux)

Peut-on esquiver la question de la mondialisation ?

- Comment garantir des « filières » françaises vertueuses avec des groupes de tête dont le périmètre de sous-traitance est d'ores et déjà européen ou mondial ?
- Comment surmonter le fait que les groupes français
 - investissent essentiellement à l'étranger
 - et que leurs investissements en France y sont peu ou pas créateurs d'emplois (ex : Total)

La France investit pour plus des 2/3 en Europe

Répartition géographique des flux d'investissements directs français à l'étranger

en milliards d'euros	2007		2008	
	Flux	(en %)	Flux	(en %)
Union européenne à 27	96,1	77,8	91,6	67,0
Union économique et monétaire à 15	83,1	67,3	92,9	67,9
dont :				
<i>Allemagne</i>	5,6	4,5	7,6	5,6
<i>Belgique</i>	4,8	3,9	45,3	33,1
<i>Espagne</i>	6,4	5,2	4,1	3,0
<i>Irlande</i>	-0,1	-0,1	2,0	1,5
<i>Italie</i>	17,2	13,9	2,1	1,5
<i>Luxembourg</i>	10,5	8,5	20,8	15,2
<i>Pays-Bas</i>	37,3	30,2	11,6	8,5
Autres pays de l'UE	13,0	10,5	-1,3	-1,0
dont :				
<i>Pologne</i>	1,4	1,1	1,8	1,3
<i>République tchèque</i>	0,8	0,6	0,7	0,5
<i>Roumanie</i>	0,6	0,5	0,9	0,7
<i>Royaume-Uni</i>	9,1	7,4	-10,2	-7,5
<i>Suède</i>	0,0	0,0	4,5	3,3
Autres pays	27,4	22,2	45,2	33,0
dont :				
<i>Brésil</i>	1,4	1,1	1,7	1,2
<i>Chine</i>	1,1	0,9	1,1	0,8
<i>États-Unis</i>	17,3	14,0	11,9	8,7
<i>Inde</i>	0,4	0,3	0,3	0,2
<i>Japon</i>	1,0	0,8	1,1	0,8
<i>Suisse</i>	1,0	0,8	5,4	3,9
Total	123,5	100,0	136,8	100,0

Source : Banque de France

Note : le signe moins indique un désinvestissement.

La France, un pays au cœur de la dynamique de l'investissement international

- Avec 65 Md\$, la France est, en 2009, le 3^e pays d'accueil des IDE dans le monde (estimations CnuCED 2010)
- Elle est le second pays d'accueil en Europe des investissements étrangers créateurs d'emplois en 2008 (Ernst & Young, juin 2009)
- Avec 199 Md\$, la France est, en 2008, le deuxième pays émetteur d'IDE dans le monde (CnuCED 2009)
- A qui s'adressent les « politiques industrielles » ? Aux entreprises françaises ? Aux investisseurs français ? Aux entreprises « en France » ?

Le tissu industriel français est internationalisé

- 22.645 entreprises étrangères (tertiaire compris) en France, emploient 2,8 millions de personnes (Orbis 2009)
- Elles emploient le quart de l'effectif salarié du secteur de l'industrie (Insee 2007)
- Elles contribuent à hauteur de 30 % au chiffre d'affaires de l'industrie française
- Elles assurent 38 % du chiffre d'affaires des exportations de l'industrie manufacturière
- Elles réalisent 17 % de l'investissement matériel de l'industrie française

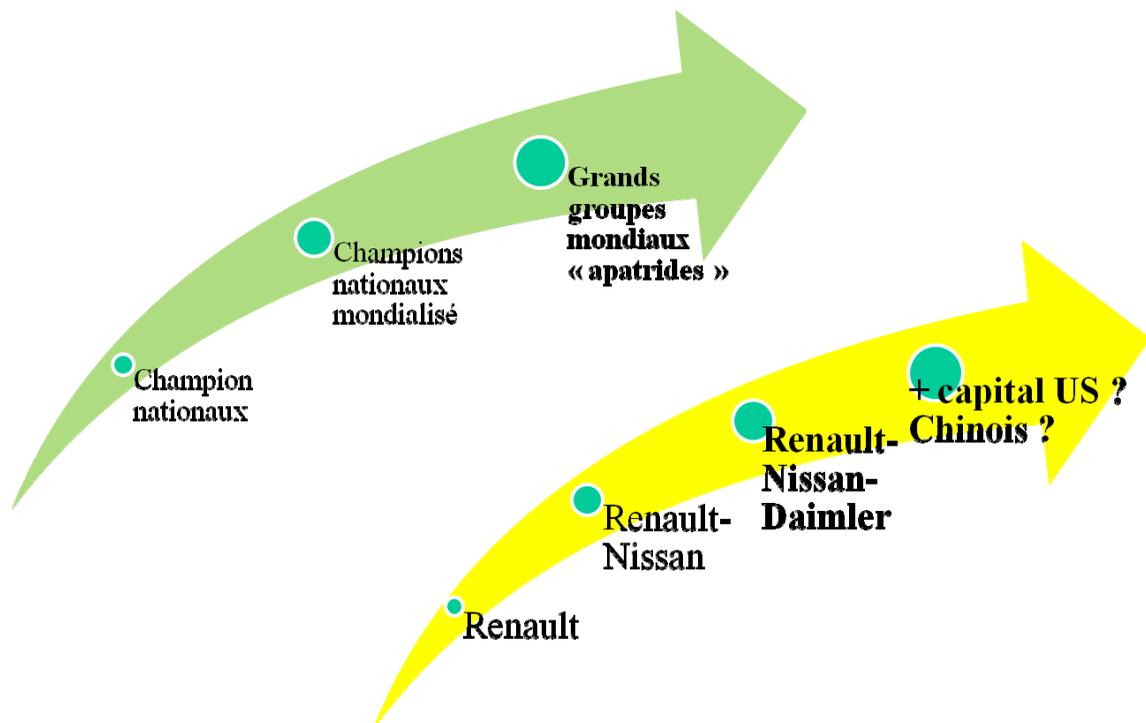
Au cœur même des marchés d'avenir

- En 2008, 5 330 entreprises étaient membres des pôles de compétitivité, au travers de 6 826 établissements employant 813 000 personnes
- Parmi elles, 528 entreprises étrangères (10 % des entreprises membres des pôles) disposent de 754 établissements différents dans les pôles de compétitivité (source, DGCIS)
- Et 39,2 % du capital des entreprises françaises du CAC 40 est détenu par les investisseurs étrangers (Banque de France avril 2009)

La mondialisation impose des plans d'investissement mondiaux

- Les pays industrialisés restent le lieu de prédilection des investissements français à l'étranger, avec 82 % des flux en 2008.
- Au sein de ceux-ci, les principales destinations sont quatre pays de la zone euro (Belgique, Luxembourg, Pays-Bas et Allemagne), les États-Unis et la Suisse.
- Accélération vers l'Asie et les pays du Golf
- D'où la thématique : « *consolider en France et croître à l'international* » (Michelin)

Rhône-Poulenc... Renault... et les autres



Les attendus d'une vraie politique industrielle

- « Politique industrielle » est le contraire du « Tout marché »
- Le marché ne décide pas de tout dans l'allocation des moyens
- La puissance publique interfère et arbitre
- L'intervention publique ne se fait pas seulement par des pressions ou par le truchement d'aides
- Elle est également administrative et directe dans l'investissement.

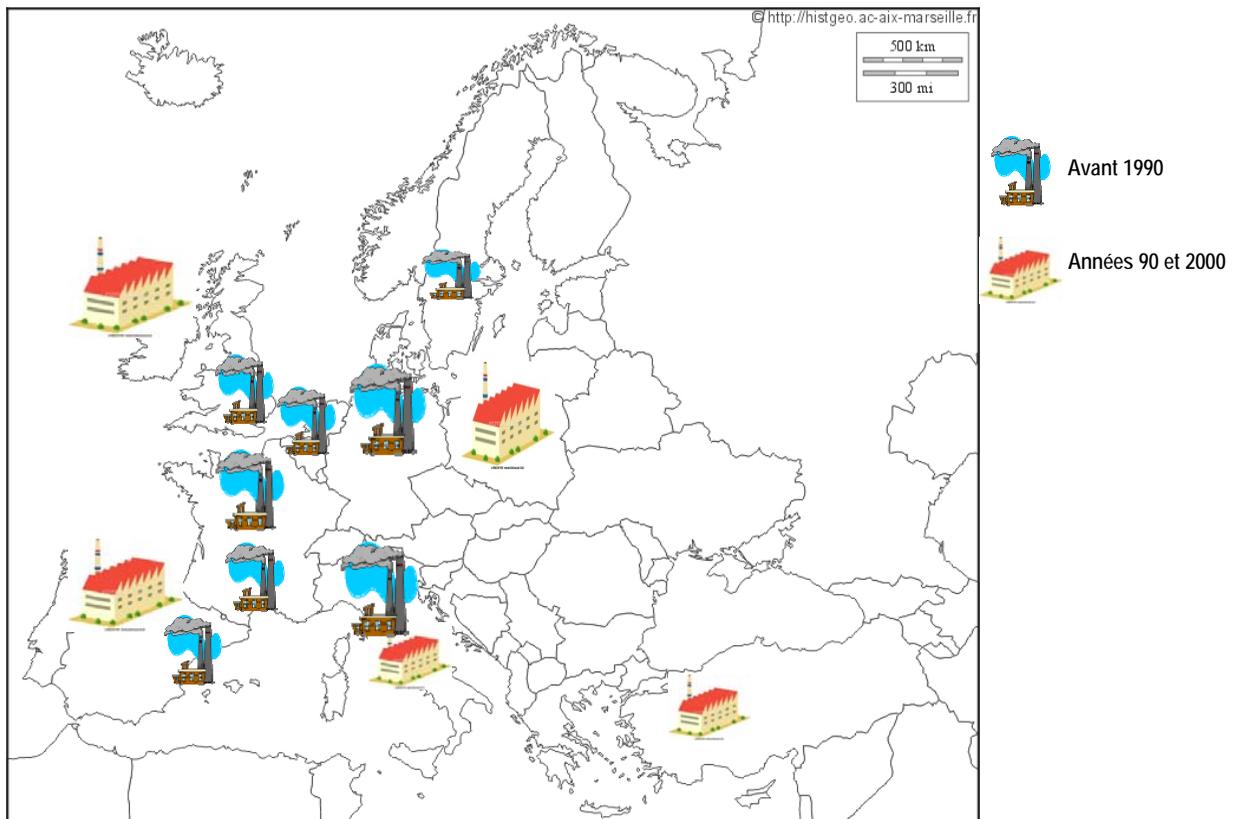
3. Mutation du système productif

Evolution des modèles économiques
des grands groupes

L'économie marchande a besoin de l'espace mondial

- Réponse à la stagnation de la demande dans les pays industrialisés (marchés matures)
- Générer de nouveaux débouchés (relocalisation des actifs)
- La croissance d'un groupe est en partie issue des fusions-acquisitions et des économies d'échelle d'un investissement mondialisé (exemple : l'Europe comme espace unique d'arbitrage des capacités)

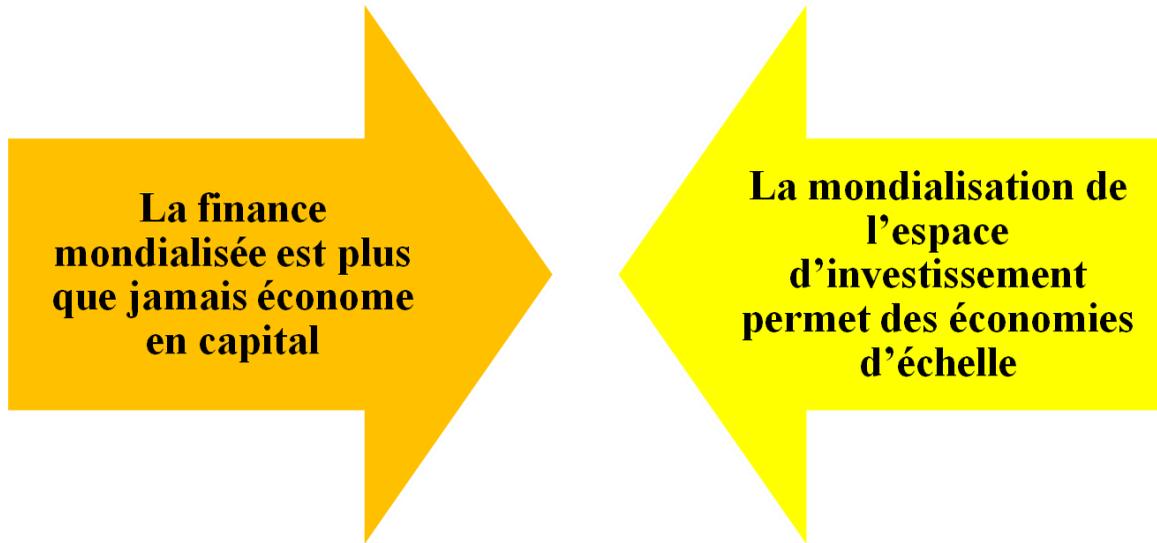
Des capacités réorganisées au périmètre européen



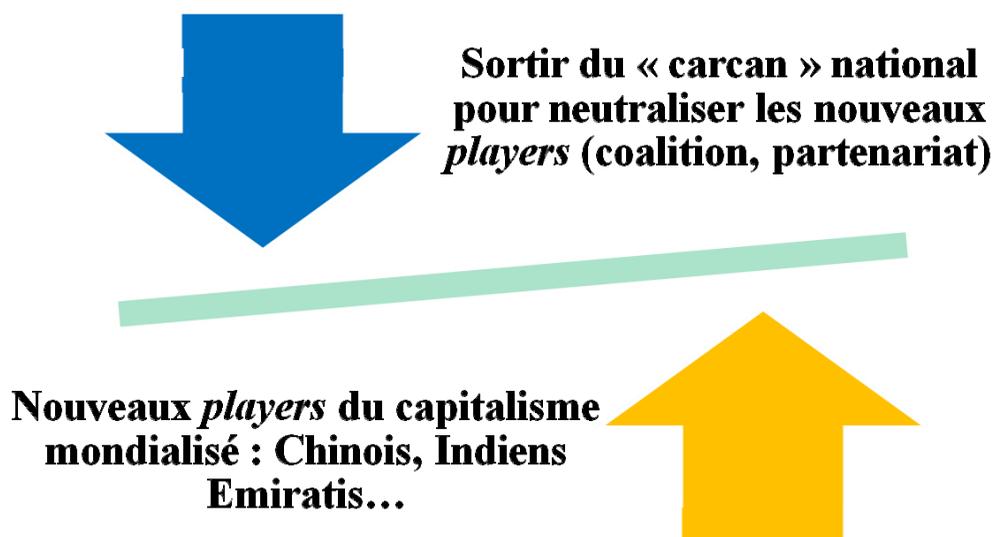
La sphère productive dominée par les objectifs financiers

- Les actifs industriels – considérés comme des *business units* – ne sont que les ‘fantassins’ des stratégies de création de valeur
- « Localisés » en fonction d’un faisceau de paramètres, leur fonction industrielle se fond dans des stratégies de valorisation financière ou d’accès à des marchés
- Lourds en immobilisations de capital, ils forment un « mille-feuilles » fréquemment recomposé

Réorganisation mondiale du système productif



Nouvelles alliances capitalistiques



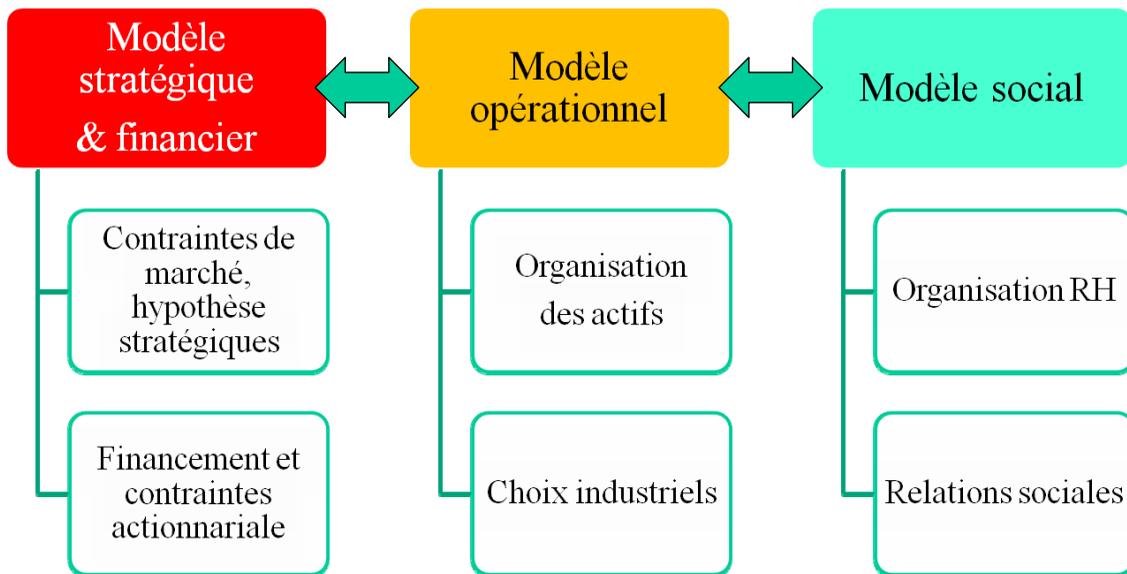
C'est un bouleversement !

- La métaphore de « l'effet papillon » : « *un investissement à Shanghai peut provoquer quelques mois plus tard un désinvestissement à ...* »
- Les échanges intragroupes ou avec des partenaires (type JV) est un moyen de conquérir des marchés locaux
- Cette stratégie transnationale prime dorénavant sur d'autres considérants, a fortiori « nationaux »

Les « politiques industrielles » nationales face à l'hégémonisme des grandes firmes

- Les stratégies « globales » transforment depuis 10/20 ans l'organisation productive des grands groupes (yc français)
- Une firme enchevêtre différents niveaux :
 - Un modèle financier et économique
 - Un modèle industriel, commercial, organisationnel
 - Un modèle social

Comme des plaques tectoniques : un déplacement ici a des conséquences en cascade là...



4. Les effets accélérateurs de la crise

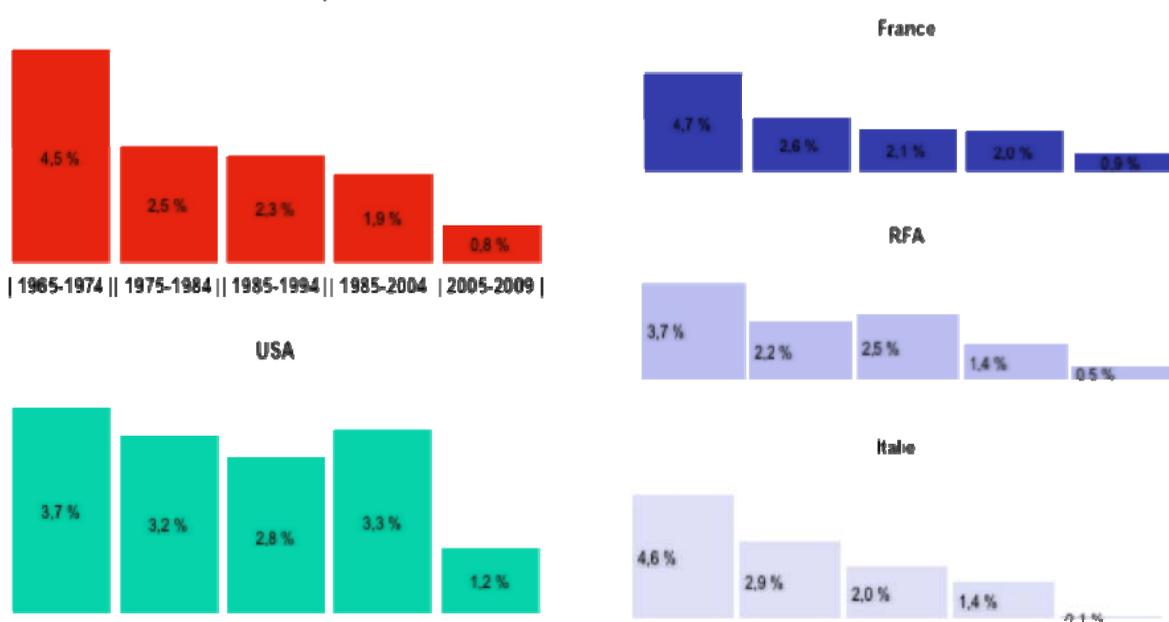
Rétablissement du profit et de la productivité : le point focal des directions d'entreprises

- En raison de la chute de l'activité, les capacités de production sont sous-utilisées – et donc la rentabilité s'affaïssit après les fastes années 80
- Malgré l'envol du chômage, les amortisseurs sociaux ont fait baisser l'emploi moins vite que l'activité
- Sur un terrain où les gains de productivité avaient, de toute façon, tendance à structurellement ralentir :
 - Avec une croissance moins dynamique
 - En raison du poids des activités de service

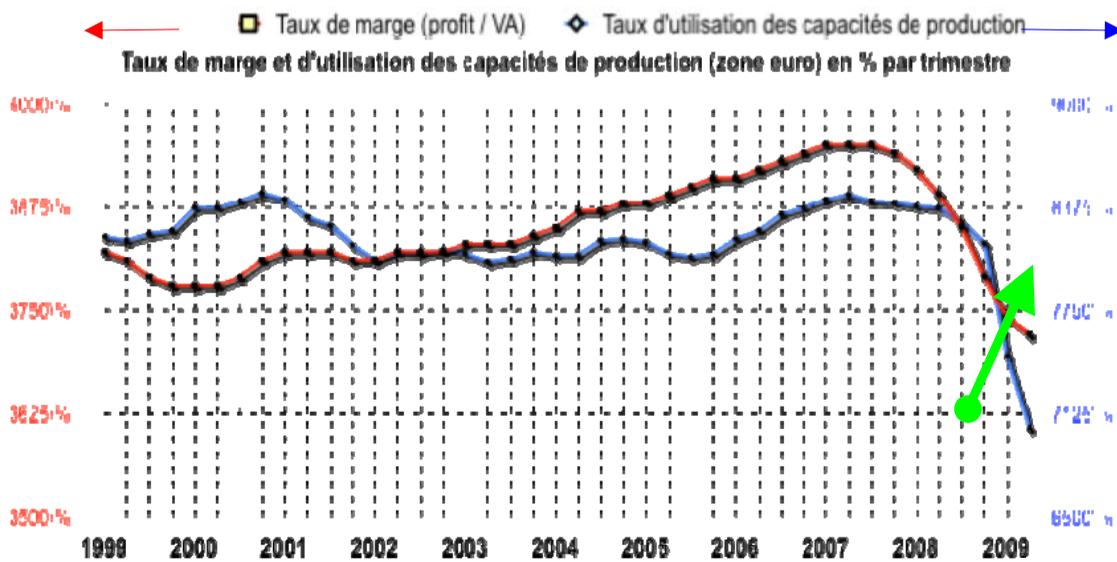
► **Cela annonce des ajustements brutaux !**

Depuis 50 ans : érosion du rythme de croissance dans les économies développées, surtout en Europe

Taux de croissance annuel moyen (TCAM) Zone €



Utilisation des capacités de production et profitabilité en Europe : dure est la chute



Source : Eurostat

Destruction de capacités productives et d'emplois = chômage structurel + demande anémiée

- Pertes irréversibles d'emplois
 - 4 à 5% du total avant crise aux USA
 - 3% dans la zone euro
 - 2 à 3% au Royaume-Uni
- Peu de perspectives de comblement des écarts creusés sans croissance soutenue
 - « Green business » : +2% d'emplois en 10 ans, au mieux
 - Nouvelles technologies (NTIC) : environ 3% de l'emploi total créé dans les années 1990-2005, soit globalement moins que ce qui serait nécessaire à court terme

La crise : une opportunité pour les plus forts dans la mondialisation

- Garder la corde, utiliser la crise comme une chance
- Revoir le modèle stratégique de la firme, tenter d'avoir un coup d'avance, sortir en tête...
- Accélérer le redéploiement, réduire les surcapacités
- Chercher dans une accélération de la mondialisation de nouveaux gains de productivité

La crise accélère les réorganisations planétaires

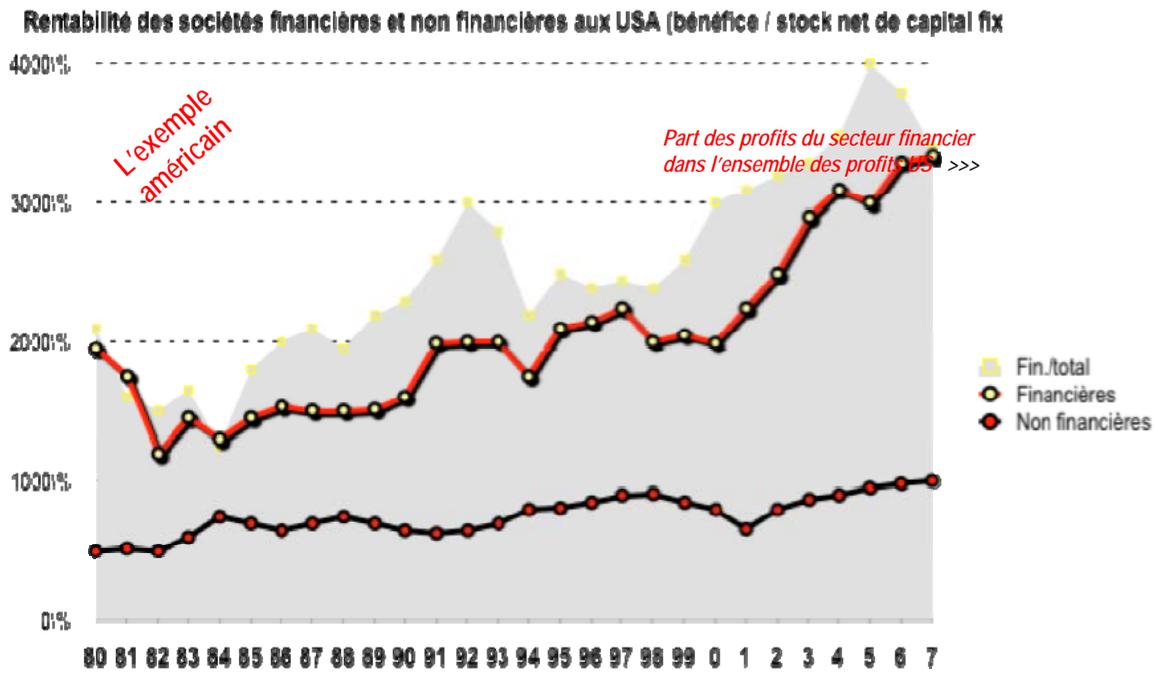
- Recherches de nouvelles économies, rationalisation des actifs
- Nouvelles concentrations à venir (partenariats, fusions)
- *« Aujourd'hui, les constructeurs doivent se développer simultanément sur la voiture électrique, l'hybride, être présent sur l'ensemble de la gamme et dans de plus en plus de pays. Je ne vois pas comment un constructeur qui ne produit que 2 ou 3 millions de voitures peut faire face »* (Carlos Ghosn, Le Monde, 7 avril 2010)

4.1 Une véritable politique industrielle doit partir des leçons de la crise actuelle

Rompre avec le corollaire industriel de la bulle financière

- **Aspiration d'une part grandissante de cash-flow dans la sphère financière...**
- **...Stagnation de l'investissement industriel dans les sociétés européennes et américaine.**
- **Satisfaction de besoins sociaux avec impact sur la demande industrielle**
- **Orienter l'investissement vers ces besoins**
 - **Problème du système bancaire**
 - **Maîtrise des ressources dégagées par l'économie**

Fort différentiel de rentabilité entre sphère financière et économie réelle



Source : US Department of Commerce, BEA, National Economic Accounts